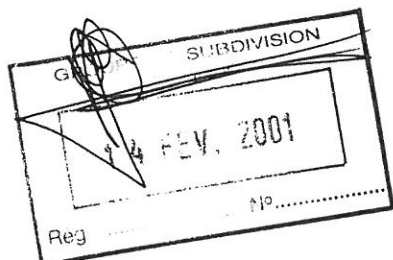


PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D A G E /3 - BD/DC

30/01/01



ARRETE préfectoral autorisant la société  
UNION TEXTILE DE TOURCOING  
INDUSTRIES à poursuivre l'exploitation d'un  
atelier de teinture et d'un entrepôt de matières  
combustibles à TOURCOING.

LE PREFET DE LA REGION NORD - PAS-de-CALAIS,  
PREFET DU NORD,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

- VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;
- VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;
- VU la demande présentée par la société UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES, 278, chaussée Fernand Forest - 59200 TOURCOING - en vue d'être autorisée à poursuivre l'exploitation, à la même adresse, d'un atelier de teinture d'une capacité de 21 tonnes par jour et d'un entrepôt d'un volume de 67 914 m<sup>3</sup> contenant 1 170 tonnes de matières combustibles ;
- VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 mai 1999 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 16 juin 1999 au 16 juillet 1999 inclus ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU le mémoire en réponse du demandeur ;
- VU l'avis du conseil municipal de RONCQ ;
- VU l'avis de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur départemental du travail et de l'emploi ;
- VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord et du Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le chef de la division de l'équipement de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 12 décembre 2000 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRETE :

### TITRE I - CONDITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION -

##### 1.1 Activités autorisées

La S.A. U.T.T.I. (Union Textile de Tourcoing Industries), dont le Siège Social est situé 278 Chaussée Fernand Forest, 59200 Tourcoing, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent Arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations suivantes visées par la Nomenclature des Installations Classées :

| Libellé en clair de l'installation   | Rubrique de classement | Classement<br>A - D ou NC |
|--|------------------------|---------------------------|
| <i>Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500t dans des entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant supérieur à 50 000m<sup>3</sup></i><br>* Magasin matières premières : 30t<br>* Magasin « rampe » : 400t<br>* Magasin « raym » : 220t<br>* Magasin expédition : 520t<br>Volume global de l'entrepôt : 67 914m <sup>3</sup><br>Quantité globale stockée : 1 170t   | 1510                   | A                         |
| <i>Teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles, la quantité de fibres et de tissus susceptible d'être traitée étant supérieure à 1t/j</i><br>Quantité de fibres et de tissus traitée : 21t/j  | 2330                   | A                         |
| <i>Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables</i><br>1. <i>Installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximal équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1m<sup>3</sup>/h mais inférieur à 20m<sup>3</sup>/h</i><br>Pompe pour la distribution d'essence sans plomb<br>Débit maximal équivalent : 2,7m <sup>3</sup> /h | 1434-1                 | D                         |

| Libellé en clair de l'installation  | Rubrique de classement | Classement<br>A - D ou NC |
|---|------------------------|---------------------------|
| <p><i>Installation de combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW</i></p> <p>* 1 chaudière fonctionnant au gaz naturel : 4,5 MW<br/>           * 1 groupe diesel fonctionnant au fioul domestique : 89 kW<br/>           * 1 groupe diesel fonctionnant au fioul domestique : 60 kW</p> <p>Puissance thermique maximale totale : 4,649 MW</p> | 2910                   | D                         |
| <p><i>Installation de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</i></p> <p>6 compresseurs d'air d'une puissance absorbée totale de 450 kW</p>  | 2920-2                 | D                         |
| <p><i>Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW</i></p> <p>Puissance maximale de courant continu utilisable : 24 kW</p>  | 2925                   | D                         |
| <p><i>Fabrication, emploi ou stockage de substances et préparations comburantes telles que définies à la rubrique n°1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques</i></p> <p>2. <i>Emploi ou stockage, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2t</i></p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 0,82t</p>  | 1200-2                 | NC                        |
| <p><i>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique n°1430 représente une capacité équivalente totale inférieure à 10m<sup>3</sup></i></p> <p>* 1 cuve aérienne de fioul domestique : 30m<sup>3</sup><br/>           * 1 cuve aérienne de fioul domestique : 0,5m<sup>3</sup><br/>           * 1 cuve enfouie d'essence sans plomb : 5m<sup>3</sup><br/>           * 1 cuve huiles usagées : 2m<sup>3</sup></p> <p>Capacité équivalente totale : 7,3m<sup>3</sup></p>                                       | 1432                   | NC                        |

| Libellé en clair de l'installation   | Rubrique de classement | Classement<br>A – D ou NC |
|--|------------------------|---------------------------|
| <i>Emploi ou stockage d'acide acétique à plus de 50% en poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20%, acide formique à plus de 50%, acide nitrique à plus de 20% mais à moins de 70% en poids d'acide, acide picrique à moins de 70% en poids d'acide, acide sulfurique à plus de 25% en poids d'acide, anhydride phosphorique, anhydride acétique, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50t</i><br>Quantité totale d'acide acétique à plus de 50% présente dans l'installation : 0,8t<br>Quantité totale d'acide formique à plus de 50% présente dans l'installation : 4,88t | 1611                   | NC                        |
| <i>Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique, le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100t</i><br>Lessive de soude comprenant entre 30 et 50% en poids d'hydroxyde de sodium<br>Quantité totale présente dans l'installation : 8,52t  | 1630                   | NC                        |

### 1.2 Installations soumises à DECLARATION

Le présent Arrêté vaut récépissé de déclaration pour les Installations Classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.

### 1.3 Forage

Le présent Arrêté tient lieu d'autorisation d'exploitation du forage visé à l'article 3.

## ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION -

### 2.1 Plans et documents de référence

Sous réserve du respect des prescriptions du présent Arrêté, l'Etablissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation :



- \* Etat descriptif du dossier du 16 Avril 1999 ;
- \* Plan de situation au 1/25 000<sup>ème</sup> du 16 Avril 1999 ;
- \* Plan de masse au 1/200<sup>ème</sup> du 14 Février 1998 ;
- \* Plan des réseaux au 1/500<sup>ème</sup> du 15 Février 1998 ;
- \* Extrait du P.O.S. au 1/5 000<sup>ème</sup> du 16 Avril 1999 ;
- \* Plan de situation et d'ensemble au 1/2 500<sup>ème</sup> du 20 Septembre 1994.

## 2.2 Dossier Installations Classées

L'Exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- \* Dossier de demande d'autorisation ;
- \* Documents relatifs au forage et visés à l'article 3.2.1.1 ;
- \* Plans prévus par l'article 3 du Décret n°77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié tenus à jour ;
- \* Plans des réseaux (article 4.3 ci-après) ;
- \* Actes administratifs visant l'Etablissement dans le cadre de la Législation des Installations Classées pour la protection de l'Environnement ;
- \* S'ils existent, les résultats des mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites prévues par le présent Arrêté, les consignes d'exploitation, les justificatifs de l'élimination des déchets.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## 2.3 Périmètre d'isolement

Si une ou plusieurs installations engendrent un périmètre d'isolement ou de limitation de l'urbanisation, l'Exploitant doit informer l'Inspection des Installations Classées de toute cession de terrain et de tout projet de construction ou d'aménagement parvenus à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur du périmètre d'isolement engendré par ses installations.

## 2.4 Intégration dans le paysage

L'Exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'Etablissement, placés sous le contrôle de l'Exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

## 2.5 Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent Arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un Organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'Exploitant.

## 2.6 Contrôles inopinés

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un Organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'Entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'Exploitant.

## 2.7 Hygiène et sécurité

L'Exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

*rejet zero = 0 purge BSO -*

## TITRE II - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

### ARTICLE 3 - LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU -

#### 3.1 Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'Etablissement provient de deux sources différentes :

- \* De l'eau de ville, environ 1 850m<sup>3</sup>/an ;
- \* De l'eau de forage, environ 150 000m<sup>3</sup>/an.

La consommation d'eau n'excédera pas les valeurs reprises dans le tableau suivant :

|               | m <sup>3</sup> /h | m <sup>3</sup> /j | m <sup>3</sup> /an |
|---------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Eau de forage | 55                | 800               | 150 000            |

L'eau extraite du forage est uniquement utilisée pour l'alimentation de l'Etablissement et du voisin Algroup Lawson Mardon.

Aux points d'eau desservis par le réseau d'eau du forage, la mention « Eau non potable » doit être apposée.

### 3.2 Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eau

#### 3.2.1 Forage

##### 3.2.1.1 Documents

Un mois au plus tard après la signature du présent Arrêté, l'Exploitant adressera à l'Inspection des Installations Classées un dossier comprenant les documents suivants :

1. Un plan donnant l'implantation exacte du forage ;
2. Une coupe géologique des terrains traversés établie par une personne qualifiée et indiquant :
  - \* La cote Nivellement Général de la France (N.G.F.) de l'orifice ;
  - \* Les niveaux statiques des différentes nappes rencontrées éventuellement au cours du creusement ;
3. Une coupe technique du forage sur laquelle figurent :
  - \* Les caractéristiques du tubage ;
  - \* La position et la nature des bouchons annulaires isolant les eaux superficielles et éventuellement les niveaux aquifères différents ;
  - \* La position des crépines de pompes ;
4. Les différents bulletins d'analyse chimique de l'eau extraite établis par un Laboratoire officiel ;
5. Une note indiquant les résultats des essais de débit réalisés.

##### 3.2.1.2 Equipements

Les forages sont équipés de telle sorte que la mesure des niveaux statique et dynamique de la nappe puisse y être faite.

Le tubage et la crépine des deux puits sont conçus en matériaux conformes aux règles sanitaires. Les têtes de forage présentent un avant-puits maçonné étanche profond de 1,5m et surélevé de 0,2m par rapport au terrain naturel. Les tubages dépassent de 0,3m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

#### 3.2.1.3 Protection de la nappe

L'Exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.

L'accès du forage est protégé par une clôture.

Les eaux de ruissellement doivent être canalisées pour ne pas contaminer le captage.

Les eaux contaminées générées par la lutte contre les incendies ne doivent pas pouvoir rejoindre les forages.

Le forage doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout dispositif équivalent.

Des mesures complémentaires pourront être prescrites à toute époque, en tant que de besoin, afin d'assurer la conservation des nappes.

#### 3.2.1.4 Relevés et contrôles

Les forages doivent être munis d'un dispositif de mesure totalisateur installé sur la conduite de refoulement en amont de tout piquage et plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journallement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### 3.2.1.5 Cessation d'utilisation d'un forage en nappe

La mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

L'Exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eaux souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

### 3.3 Relevé des prélèvements d'eau

#### 3.3.1

Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

#### 3.3.2

Le relevé des volumes prélevés sur le réseau d'eau public doit être effectué hebdomadairement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### 3.4 Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans le réseau d'eau public, les réseaux de distribution internes à l'usine, ou dans les nappes souterraines.

## ARTICLE 4 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES -

### 4.1 Dispositions générales

L'Exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

### 4.2 Canalisations de transports de fluides

#### 4.2.1

Les canalisations de transports de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

#### 4.2.2

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transports de fluides dangereux à l'intérieur de l'Etablissement doivent être aériennes.

#### 4.2.3

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

#### 4.2.4

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

### 4.3 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'Exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

### 4.4 Réservoirs

#### 4.4.1 Essais de résistance

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- \* Si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5cm d'eau ;
- \* Si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
  - Porter l'indication de la pression maximale autorisée de service ;
  - Etre munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression au plus égale à 1,5 fois la pression de service.

Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

#### 4.4.2 Niveau de remplissage

Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

#### 4.4.3 Incompatibilité des produits

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.



## 4.5 Cuvettes de rétention

### 4.5.1 Rétention des stockages

#### 4.5.1.1 Volume

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- \* 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- \* 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- \* Dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ;
- \* Dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 l (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l).

#### 4.5.1.2 Conception

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne doivent pas être rejetés mais doivent être éliminés comme un déchet.

#### 4.5.1.3

L'étanchéité du réservoir associé à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

#### 4.5.1.4

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

### 4.5.2 Rétention des aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes contenant des produits liquides ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des rétentions d'un volume suffisant qui devront être vidées dès qu'elles auront été utilisées. Leur vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu.

#### 4.5.3 Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou pour l'Environnement doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Les eaux recueillies sont traitées conformément aux dispositions prévues au présent titre ou comme des déchets conformément aux dispositions du titre V.

#### 4.5.4

Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

### 4.6 Liquides dangereux

Ils doivent être identifiés par les étiquettes incluant le numéro matière. A proximité des dépôts doit être disposé un absorbant inerte apte à absorber le double du volume pouvant se répandre hors d'un récipient.

## ARTICLE 5 - COLLECTE DES EFFLUENTS -

### 5.1 Réseaux de collecte

#### 5.1.1

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

#### 5.1.2

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

#### 5.1.3

En complément des dispositions prévues à l'article 4.2 du présent Arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

Les réseaux doivent pouvoir être isolés de leur milieu récepteur (Riez de la Becque de Neuville) par un système à l'efficacité éprouvée (vanne guillotine par exemple).

Des mesures sont prévues pour éviter le déversement d'eaux d'extinction d'incendie dans la Lys.

#### 5.1.4

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### 5.2 Confinement

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement ou tout autre système présentant des garanties équivalentes. Le volume minimal d'eau à retenir est de 450 m<sup>3</sup>.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

## ARTICLE 6 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS -

### 6.1 Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent Arrêté.

### 6.2 Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

### 6.3 Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et en continu avec asservissement à une alarme.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### 6.4 Dysfonctionnement des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent Arrêté, l'Exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

### ARTICLE 7 - DEFINITION DES REJETS -

#### 7.1 Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents sont :

- \* Les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- \* Les eaux de refroidissement ;
- \* Les eaux usées : eaux de procédé, eaux de lavage des sols, purges des chaudières, eaux pluviales polluées, eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- \* Les eaux domestiques : eaux vannes, eaux des lavabos et douches, eaux de cantine ;
- \* Les eaux résiduaires : eaux issues des installations de traitement.

#### 7.2 Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'Etablissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

#### 7.3 Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents, même traités, dans la nappe d'eaux souterraines est interdit.

#### 7.4 Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- \* De matières flottantes ;
- \* De produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- \* De tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

- \* Ils ne doivent pas comporter de substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- \* Ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

### 7.5 Localisation des points de rejet

L'ensemble des eaux usées de l'Etablissement, qu'elles soient pluviales ou de procédés, rejoint le milieu naturel, à savoir le Riez de la Becque de Neuville qui rejoint la Lys en Belgique.

L'Exploitant est tenu d'établir une autorisation de rejet avec la Police des Eaux, Gestionnaire de ce cours d'eau.

L'autorisation issue de cette demande doit être communiquée à l'Inspection des Installations Classées.

## ARTICLE 8 - VALEURS LIMITES DE REJET -

### 8.1 Eaux exclusivement pluviales

Les eaux pluviales de toitures peuvent être rejetées sans traitement spécifique si leur qualité respecte les normes définies ci-après.

Les eaux de ruissellement de parking et d'aires d'évolution doivent être recueillies et traitées, si nécessaire, afin que le rejet respecte, avant toute dilution, les normes imposées.

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

| Substances  | Concentrations (en mg/l) | Méthode de mesure  |
|---|--------------------------|--|
| MeS   | 30                       | NF EN 872  |
| DCO   | 80                       | NFT 90101  |
| DBO <sub>5</sub>  | 25                       | NFT 90103  |
| Azote global<br>(Azote Kjeldhal + nitrites<br>+ nitrates) | 10                       | NF EN ISO 25663<br>NF EN ISO 10304-1 et 10304-2<br>NF EN ISO 13395 et 26777<br>FDT 90045 |
| Phosphore total   | 1                        | NFT 90023  |
| Hydrocarbures totaux                                      | 10                       | NFT 90114  |
| Métaux totaux   | 10                       | FDT 90112  |
| Matières grasses  | 5                        | Extraction à l'éther de pétrole  |

En outre, le pH sera compris entre 6,5 et 8,5 et la température n'excédera pas 30°C.

## 8.2 Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

## 8.3 Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées, conformément aux règlements en vigueur et notamment à l'Arrêté Ministériel du 6 Mai 1996 relatif aux systèmes d'assainissement autonomes.

## 8.4 Eaux usées – Eaux résiduaires

### 8.4.1 Débit

|               | Instantané<br>en m <sup>3</sup> /h | Journalier<br>en m <sup>3</sup> /j | Moyen mensuel<br>en m <sup>3</sup> /j |
|---------------|------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|
| Débit maximal | 40                                 | 1 000                              | 800                                   |

### 8.4.2 Température, pH et couleur

Les rejets doivent respecter les conditions suivantes :

- \* Température < 30°C
- \* 5,5 < pH < 8,5
- \* Modification de couleur du milieu récepteur inférieure à 100mg Pt/l

### 8.4.3 Substances polluantes

Les rejets doivent respecter les valeurs limites supérieures suivantes : 30.09.2003

| Paramètres           | Concentration<br>maximale instantanée<br>(en mg/l) | Flux                            |                                   |
|----------------------|--|---------------------------------|-----------------------------------|
|                      |  | Maximal journalier<br>(en kg/j) | Moyen mensuel<br>(en kg/j)<br>(3) |
| MeS                  | 30   | 30                              | 24                                |
| DBO5 (1)             | 25   | 25                              | 20                                |
| DCO (1)              | 80   | 80                              | 64                                |
| Azote global (2)     | 10   | 10                              | 8                                 |
| Phosphore total      | 1  | 1                               | 0,8                               |
| Hydrocarbures totaux | 10   | 10                              | 8                                 |
| AOx                  | 1  | 1                               | 0,8                               |

- 1) Sur effluent non décanté
- 2) Comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé
- 3) Pondéré selon le débit de l'effluent



Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles indiquées à l'article 10.1.

## ARTICLE 9 – CONDITIONS DE REJET –

### 9.1 Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

### 9.2 Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejets d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvements d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du Service chargé de la Police des Eaux.

### 9.3 Equipement des points de prélèvements

Avant rejet au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation des rejets d'eaux usées doivent être équipés des dispositifs de prélèvements et de mesures automatiques suivants :

- \* Un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h et la conservation des échantillons à une température de 4°C ;
- \* Un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;
- \* Un pH-mètre en continu avec enregistrement.

## ARTICLE 10 – SURVEILLANCE DES REJETS –

### 10.1 Autosurveillance

L'Exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations de teinture. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après :

| Paramètres       | Fréquence    | Méthodes de mesure   |
|------------------|--------------|----------------------|
| pH               | En continu   | pH-mètre             |
| Température      | En continu   | Sonde de température |
| MeS              | Hebdomadaire | NF EN 872            |
| DCO              | Journalière  | N.F.T. 90101         |
| DBO <sub>5</sub> | Journalière  | N.F.T. 90103         |
| AOx              | Journalière  | NF EN 1485           |
| NTK              | Hebdomadaire | NF EN ISO 25663      |

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

### 10.2 Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesures et des matériels d'analyses ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'Exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un Organisme extérieur (Laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

### 10.3 Conservation des enregistrements

Les enregistrements des mesures en continu prescrites à l'article 10. être conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'Inspection Classées.

### 10.4 Transmission des résultats d'autosurveillance

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles 10.1 et 10.2 ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit sa réalisation à l'Inspection des Installations Classées (et au Service chargé de la Police de Eaux en cas de rejet au milieu naturel). Cet état reprend également la valeur de la consommation en eau en distinguant les différents modes d'approvisionnement.

Les résultats doivent être présentés selon le modèle joint en annexe au présent Arrêté.

Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'état récapitulatif doit faire apparaître :

- \* Les valeurs journalières, les moyennes mensuelles et les valeurs minimales et maximales du mois des concentrations, flux et flux spécifiques pour chaque paramètre visé à l'article 10.1 ;
- \* Les valeurs journalières, la moyenne mensuelle et les valeurs minimales et maximales du mois pour le débit ;
- \* Les valeurs journalières de la production ;
- \* La valeur journalière/hebdomadaire de la consommation d'eau en distinguant eau du réseau et eau du forage.

## ARTICLE 11 – CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES –

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'Etablissement, l'Exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

1. La toxicité et les effets des produits rejetés ;
2. Leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
3. La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
4. Les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
5. Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
6. Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'Exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux six points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des Services chargés de la Police des Eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

## TITRE III – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### ARTICLE 12 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE –

#### 12.1 Dispositions générales

##### 12.1.1

L'Exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent Arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'Etablissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'Environnement telles que manches de filtres, produits de neutralisation, etc.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### 12.1.2 Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'Etablissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, ...) difficiles à confiner, doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, ...).

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter, en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

### 12.1.3 Voies de circulation

L'Exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- \* Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- \* Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- \* Les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- \* Des écrans de végétation doivent être prévus ;
- \* Le stockage de déchets (en particulier matières plastiques, textiles, papiers et cartons) doit être réalisé afin d'éviter tout envol possible de déchets.

### 12.1.4 Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent Arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, ...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Le stockage à l'air libre doit, si nécessaire, faire l'objet d'une humidification ou d'une pulvérisation d'additifs de manière à limiter les envols par temps sec.

### 12.2 Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion de gaz (chapeaux chinois, ...).

Nonobstant les autres prescriptions du présent Arrêté relatives aux cheminées, les points de rejet doivent dépasser d'au moins 3m les bâtiments situés dans un rayon de 15m.

### 12.3 Traitement des rejets atmosphériques

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

### 12.4 Générateurs thermiques

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 25 Juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement soumises à Déclaration sous la rubrique n°2910 (combustion).

### 12.4.1 Constitution du parc de générateurs et combustible utilisé

|                | Puissance thermique<br>en MW | Combustible      | Observations                                |
|----------------|------------------------------|------------------|---|
| Générateur n°1 | 4,5                          | Gaz naturel      | Chaudière                                   |
| Générateur n°2 | 0,089                        | Fioul domestique | 1 <sup>er</sup> groupe diesel<br>sprinkler  |
| Générateur n°3 | 0,06                         | Fioul domestique | 2 <sup>ème</sup> groupe diesel<br>sprinkler |

### 12.4.2 Cheminées

|             | Hauteur en m | Diamètre en m | Rejet des<br>fumées des<br>installations<br>raccordées | Débit nominal<br>en Nm <sup>3</sup> /h | Vitesse mini<br>d'éjection<br>en m/s |
|-------------|--------------|---------------|--|--|--------------------------------------|
| Conduit n°1 | 17           | 0,7           | Générateur n°1   | 6 925                                  | 5                                    |

### 12.4.3 Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des générateurs thermiques doivent respecter les normes suivantes :

| Concentrations<br>en mg/Nm <sup>3</sup>       | G1  | G2 et G3 |
|---|-----|----------|
| Poussières                                    | 5   | 50       |
| SO <sub>2</sub>                               | 35  | 350      |
| NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> | 150 | 200      |

| Flux<br>Générateur                            | G1      |         |         |
|---|---------|---------|---------|
|   | en kg/h | en kg/j | en t/an |
| Poussières                                    | 0,04    | 0,84    | 0,31    |
| SO <sub>2</sub>                               | 0,25    | 5,82    | 2,13    |
| NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> | 1,04    | 24,94   | 9,11    |

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- \* Gaz secs
- \* Température : 273°K
- \* Pression : 101,3 KPa
- \* 3% de O<sub>2</sub>



## TITRE IV - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

### ARTICLE 13 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS -

#### 13.1 Construction et exploitation

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- \* La Circulaire du 23 Juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'Environnement par les Installations Classées pour la protection de l'Environnement ;
- \* L'Arrêté Ministériel du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'Environnement par les Installations Classées pour la protection de l'Environnement.

#### 13.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'Etablissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (Les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du Décret n°95-79 du 23 Janvier 1995) et aux textes pris pour son application.

#### 13.3 Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### 13.4 Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'Environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

| Point de mesure | Emplacement             | Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)                |  |
|-----------------|-------------------------|---|--|
|                 |                         | Période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés | Période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés |
| Point 1         | Côté jonction A 22      | 53  | 48   |
| Point 2         | Côté Chaussée F. Forest | 66  | 58   |
| Point 3         | Côté Chaussée F. Forest | 68  | 59   |

Les émissions sonores de l'Etablissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'Etablissement) | Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)   | 6 dB (A)  | 4 dB (A)   |
| Supérieur à 45 dB (A)  | 5 dB (A)  | 3 dB (A)   |

### 13.5 Contrôles

L'Inspection des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un Organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'Exploitant.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à l'Exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'Installation Classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### 13.6 Mesures périodiques

L'Exploitant fait réaliser, au moins tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son Etablissement par une personne ou Organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'Arrêté du 23 Janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'Exploitant soumet pour accord à l'Inspection des Installations Classées le programme de celle-ci, incluant notamment toute précision sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

## TITRE V – TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

### ARTICLE 14 – TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS -

#### 14.1 Disposition générale

Une procédure interne à l'Etablissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets.

L'Exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son Entreprise.

A cette fin, il se doit, successivement :

- \* De limiter à sa source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- \* De trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- \* De s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique ;
- \* De s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

#### 14.2 Nature des déchets produits

| Référence<br>Nomenclature<br>(J.O du 11.11.1997) | Nature du déchet           | Quantité annuelle<br>maximale<br>produite en t | Filières de<br>traitement<br>(1)   |
|--|----------------------------|--|------------------------------------|
| 13 02 02   | Huiles usagées             | 2  | E-IE                               |
| 20 01 06   | Ferrailles                 | 10   | E-VAL                              |
| 20 01 11   | Déchets textiles           | 73   | E-VAL                              |
| 20 00 00   | Déchets industriels banals | 48   | E-DC <sub>2</sub><br>E-IE          |
| 20 01 01   | Cartons                    | 60   | E-VAL<br>E-DC <sub>2</sub><br>E-IE |
| 20 01 07   | Bois                       | 8  | E-VAL                              |
| 20 01 04   | Film polypropylène         | 13   | E-VAL                              |
| 15 01 02   | Fûts plastiques souillés   | 10   | E-VAL                              |
| 16 01 01   | Batteries                  | -  | E-VAL                              |

- (1) VAL : Valorisation  
 PRE : Prétraitement  
 I : Elimination interne à l'Etablissement  
 IE/IS : Incinération avec/sans récupération d'énergie  
 E : Elimination externe à l'Etablissement

REG : Regroupement  
 EPA : Epandage  
 PCV : Physico-chimique de valorisation  
 PC : Physico-chimique  
 DC1/DC2 : Décharge de classe 1/classe 2

#### 14.3 Caractérisation des déchets

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une mesure des tonnages produits est réalisée.

#### 14.4 Stockage des déchets

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'Environnement.

Les déchets banals sont déposés provisoirement dans une zone spéciale, bien ventilée, dans l'enceinte de l'Etablissement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

Tout stockage prolongé de déchets à l'intérieur de l'Etablissement est interdit.

#### **14.5 Elimination - Valorisation**

Les déchets ne peuvent être éliminés ou valorisés que dans une Installation Classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la Législation relative aux Installations Classées. Il appartient à l'Exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Dans ce cadre, il justifiera, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article L 541-I-III du Titre IV, Livre V du Code de l'Environnement des déchets mis en décharge.

Nonobstant les indications de l'article 14.2 ci-dessus, les déchets d'emballages des produits seront valorisés par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie par l'intermédiaire de filières agréées conformément au Décret n°94-609 du 13 Juillet 1994 en vigueur. L'Exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux Installations Classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

#### **14.6 Comptabilité - Autosurveillance**

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- \* Codification selon la Nomenclature des déchets publiée au Journal Officiel du 11 Novembre 1997 ;
- \* Type et quantité de déchets produits ;
- \* Opération ayant généré chaque déchet ;
- \* Nom des Entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- \* Date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- \* Nom et adresse des Centres d'élimination ou de valorisation ;
- \* Nature du traitement effectué sur le déchet dans le Centre d'élimination ou de valorisation ;
- \* Référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'Exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées dans le mois suivant chaque période calendaire un bilan annuel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus avec une mention qui signale lorsqu'il s'agit de déchets d'emballages.

### 14.7 Contrôles

L'Inspection des Installations Classées peut faire procéder à tout prélèvement de déchets et faire réaliser des analyses de ces produits par un organisme tiers spécialisé aux frais de l'Exploitant.

## TITRE VI – PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

### ARTICLE 15 – SECURITE –

#### 15.1 Organisation générale

##### 15.1.1

L'Exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

##### 15.1.2 Règles d'exploitation

L'Exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- \* La conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- \* L'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- \* La maintenance et la sous-traitance ;
- \* L'approvisionnement en matériel et matière ;
- \* La formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

##### 15.1.3 Arrêts d'urgence

Les dispositifs d'arrêt d'urgence doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

Les dispositifs d'arrêt d'urgence des alimentations en énergie (électricité, gaz naturel, liquides inflammables) doivent être situés près des issues, voire doublés, un dispositif étant situé à l'extérieur.

#### 15.1.4

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une année.

#### 15.1.5

La conduite des installations, tant en situation normale qu'incidentelle ou accidentelle, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

#### 15.1.6 Consignes générales de sécurité

Ces consignes précisent :

- \* Les règles d'utilisation et d'entretien du matériel ;
- \* Les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie ou de pollution accidentelle (procédures d'alerte, appel du responsable de l'Etablissement, appel des Services d'Incendie et de Secours, moyens d'extinction à utiliser, ...) ;
- \* Les conditions imposées aux personnes étrangères à l'Entreprise séjournant ou appelées à intervenir dans l'Etablissement ;
- \* Les opérations qui doivent être exécutées avec une autorisation spéciale et qui font l'objet de consignes particulières (permis de feu, ...) ;
- \* Les personnes habilitées à donner des autorisations spéciales ou à intervenir ;
- \* L'accueil et le guidage des secours ;
- \* Les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie (plan d'évacuation, ...).

#### 15.1.7 Consignes particulières de sécurité

Elles visent les interventions soumises à autorisations spéciales, telles la procédure « permis de feu », et les procédures visées à l'article 15.1.1.

Les autorisations spéciales sont nominatives, de durée limitée, signées par une personne habilitée par le chef d'Etablissement.